

COMITÉ D'ÉTHIQUE POUR L'EXPÉRIMENTATION ANIMALE ANIMAL EXPERIMENTATION ETHICS COMMITTEE

L'usage du masculin vise uniquement à alléger le texte et doit être compris comme un terme neutre

Les principes éthiques constituent un fondement essentiel de la recherche à l'Université du Luxembourg. Pour aider les chercheurs à se conformer aux standards éthiques dans la recherche ou l'enseignement impliquant des animaux vivants (ci-après dénommés « animaux »), l'Université a mis en place le comité d'éthique pour l'expérimentation animale (ci-après « le CEEA »).

Le CEEA s'assure que l'utilisation des animaux à des fins de recherche ou d'enseignement soit conforme au règlement grand-ducal du 11 janvier 2013 relatif à la protection des animaux utilisés à des fins scientifiques, à la loi du 27 juin 2018 sur la protection des animaux et à la directive européenne 2010/63/UE. Les espèces concernées sont celles citées dans le règlement grand-ducal susmentionné, à savoir les vertébrés et les céphalopodes.

Le CEEA est responsable de la validation éthique de tous les projets de recherche ou d'enseignement menés dans les locaux de l'Université et s'assure que l'utilisation des animaux est justifiée, que leur bien-être est toujours garanti et que les principes de remplacement, réduction et raffinement (3R) sont appliqués.

Cette politique définit la structure et le fonctionnement général du CEEA. Elle formalise la prise de décision, détaille les responsabilités du comité ainsi que les règles contraignantes pour les chercheurs sollicitant une autorisation. Tous les projets et les amendements doivent être formellement validés par le CEEA, puis par le ministre de l'Agriculture et le ministre de la Santé (ci-après dénommés « les ministres ») avant que les expériences ne puissent commencer.

I. Attributions

Le CEEA exerce les attributions suivantes :

1. Il participe à l'élaboration de la politique en matière de recherche sur l'expérimentation animale qui est arrêtée par le conseil de gouvernance ;
2. Il émet un avis en ce qui concerne les initiatives et les politiques de l'Université susceptibles d'avoir une incidence sur le bien-être des animaux utilisés à des fins scientifiques ;
3. Il recommande à l'Université toute mesure nécessaire de nature à garantir le respect de la réglementation en matière de protection des animaux utilisés à des fins scientifiques ;
4. Il examine et évalue les projets utilisant des animaux à des fins scientifiques ou pédagogiques. Tout projet ou modification d'un projet de recherche ou d'enseignement impliquant l'utilisation d'animaux à l'Université du Luxembourg doit être validé par le CEEA avant d'être soumis aux ministres pour validation finale.

LE CEEA n'est pas compétent en matière de projet impliquant la participation des êtres humains, l'utilisation de matériel biologique ou de données personnelles, ou qui puisse créer un risque pour le personnel, l'environnement ou pour la société. Le chercheur est responsable de la soumission de son projet aux comités compétents ([CER](#), [BPD](#), CNPD, CNER..)

Si le projet comporte des aspects éthiques à la fois en matière d'expérimentation animale et dans un domaine relevant du champ d'intervention d'un autre comité, le CEEA demeure saisi pour ce qui concerne son domaine de compétence. Dans ce cas, le chercheur doit également transmettre sa demande à l'autre comité concerné pour validation.

Pour les projets impliquant une expérimentation animale à la fois à l'Université et auprès d'une institution externe, le CEEA examine uniquement les opérations conduites à l'Université du Luxembourg. Le chercheur se charge d'obtenir l'accord du comité compétent de l'autre institution.

5. Il mène des actions de sensibilisation et de formation auprès de la communauté scientifique de l'Université. Il promeut la réflexion éthique, la règle des « 3R » et l'utilisation de méthodes alternatives permettant d'améliorer les bonnes pratiques expérimentales propices à une recherche de qualité.

II. Composition

Le comité est composé de différents membres. Certains membres siègent à la fois au comité plénier du CEEA et au comité restreint du CEEA. La composition est détaillée ci-dessous, et leurs responsabilités respectives sont décrites dans la Section III, "Fonctionnement". »

1. Le comité plénier est composé du personnel appartenant aux catégories suivantes :

- a. Catégorie A : personne titulaire du diplôme de vétérinaire, compétent en médecine des animaux de laboratoire, ou expert ayant les qualifications requises
- b. Catégorie B : personnel enseignant-chercheur
- c. Catégorie C : personnel qui s'occupe des animaux
- d. Catégorie D : personnel administratif, financier et technique.

2. Le comité restreint constitue une partie du comité plénier et se compose de personnes appartenant aux catégories suivantes :

- a. Catégorie A : personne titulaire du diplôme de vétérinaire, compétent en médecine des animaux de laboratoire, ou expert ayant les qualifications requises
- b. Catégorie B : personnel enseignant-chercheur
- c. Catégorie C : personnel qui s'occupe des animaux

3. Les membres du CEEA sont nommés pour un mandat de trois ans renouvelable par le vice-recteur à la recherche sur proposition de chaque doyen ou de chaque directeur de centre interdisciplinaire concerné. En cas de vacance de siège, le vice-recteur à la recherche nomme, sur proposition de la faculté ou du centre interdisciplinaire concerné, un remplaçant pour la durée restante du mandat à pourvoir.

Sur proposition du CEEA, le vice-recteur à la recherche désigne un président et un vice-président du comité parmi ses membres.

Le vice-recteur ou son représentant ayant la recherche dans ses attributions est invité d'office aux réunions du CEEA et y participe avec voix consultative.

4. Tous les membres du CEEA doivent faire des formations régulières par rapport à leur expertise et à leur travail au sein du CEEA.

III. Fonctionnement

1. Toute expérience impliquant l'utilisation d'animaux doit être autorisée par le CEEA et les ministres avant sa réalisation.

Pour cela, le projet doit être soumis au CEEA à l'aide des formulaires officiels disponibles sur la [page internet du CEEA](#).

Le CEEA peut exiger une modification de la demande avant sa soumission aux membres du CEEA dans le cas où celle-ci ne serait pas éligible à une approbation potentielle.

Une fois approuvé par le CEEA, le projet est transmis par le CEEA aux ministres pour validation finale.

2. Les nouveaux projets, ou les modifications majeures, ainsi que les réponses à des demandes de modification majeures doivent respecter les dates limites de soumission et sont discutés par le comité plénier lors de la réunion mensuelle qui suit la date limite de soumission. Le nombre minimum de votants requis pour les décisions dans ces cas est d'au moins une personne appartenant à la catégorie A, deux personnes de la catégorie B, une personne de la catégorie C et une personne de la catégorie D.

Les modifications mineures ou les réponses à des demandes de modifications mineures peuvent être soumises à tout moment et sont examinées par le comité restreint et les autres membres ayant formulé des commentaires, s'ils ont demandé à voir les changements. Le nombre minimum de votants requis pour les décisions dans ces cas est au moins une personne appartenant aux catégories A à C.

Dans le cadre d'un projet, les changements de personnel ne nécessitent qu'un examen par le vétérinaire désigné.

3. Seules les demandes formelles, complètes et cohérentes seront examinées par le CEEA, qui vise à donner un avis dans les délais suivants :

- a. Nouveaux projets, modifications majeures ou réponses à des demandes de modifications majeures : 3 semaines après la date limite de soumission.
- b. Modifications mineures ou réponses à des demandes de modifications mineures : 3 semaines après la soumission au CEEA
- c. Changements de personnel : endéans une semaine.

En cas d'avis favorable, le CEEA transmet la demande aux ministres pour évaluation et autorisation finale.

En cas de demande de modification majeure ou mineure, le demandeur peut répondre aux questions et adapter le projet conformément à l'avis du CEEA.

En cas d'avis défavorable suite à l'absence de prise en compte des demandes de modifications, le demandeur peut s'adresser par écrit au vice-recteur à la recherche pour demander un réexamen.

Dans le cadre de ce réexamen, le vice-recteur à la recherche peut entendre ou consulter toute personne ou organisation tierce jugée utile ou pertinente pour clarifier la situation.

4. Le CEEA se réunit en moyenne une fois par mois sur invitation de son président au jour et à l'heure fixés par celui-ci. Le président arrête l'ordre du jour des séances. Les séances du CEEA ne sont pas publiques.

Des experts externes peuvent être consultés sur demande du CEEA. Les chercheurs peuvent également être invités à discuter de questions relatives à leurs travaux.

Tous les participants aux sessions du CEEA sont tenus à la stricte confidentialité.

5. Sur base de la simple majorité de ses membres, le comité peut décider :

- - d'approuver le projet s'il n'y a aucun commentaire ou si tous les commentaires ont été pris en compte
- - de demander des modifications qui seront évaluées uniquement par le comité restreint
- - de demander des modifications qui seront évaluées par le comité plénier
- - de rejeter le projet

6. Les membres du Comité sont tenus de se conformer au Code de conduite de l'Université (« le Code »), y compris à ses dispositions relatives aux conflits d'intérêts. Tout conflit d'intérêts survenant dans le cadre des activités du Comité doit être traité conformément aux prescriptions du Code.

ANIMAL EXPERIMENTATION ETHICS COMMITTEE COMITÉ D'ÉTHIQUE POUR L'EXPÉRIMENTATION ANIMALE

In case of doubt, the French version shall prevail

Ethical principles are of central importance in research at the University of Luxembourg. To support researchers in complying with ethical standards in research or education conducted on live animals (hereafter referred as “animals”), the University has established the Animal Experimentation Ethics Committee (hereafter the “AEEC”).

The AEEC ensures that the use of animals for research or education is compliant with the Grand-Ducal Regulation of 11 January 2013 on the protection of animals used for scientific purposes, the Act of 27 June 2018 on the protection of animals and the European Directive 2010/63/EU. The species concerned are those cited in the afore-mentioned Grand-Ducal Regulation, namely vertebrates and cephalopods.

The AEEC is responsible for the ethical approval of all research or educational projects conducted at the premises of the University of Luxembourg and ensures that the use of animals is justified, the wellbeing is always guaranteed and that the principles of replacement, reduction and refinement (3Rs) are applied.

This policy outlines the structure and the general functioning of the AEEC. It formalizes decision making, covers duties for the committee as well as the binding rules for researchers applying for authorization. Upon request, the committee reviews research or education projects. All projects or amendments must be formally approved firstly by the AEEC and then by the minister of Agriculture and the minister of Health (hereafter referred to as “the ministers”) before the experiments can be conducted.

I. Duties

The AEEC exercises the following duties:

1. It is involved in drawing up the research policy on animal experimentation which is adopted by the Board of Governors.
2. It delivers an opinion on any University initiatives or policies that may have an impact on the well-being of animals used for scientific purposes.
3. It provides recommendations to the University regarding any measures that need to be taken to guarantee compliance with regulations on the protection of animals used for scientific purposes.
4. It examines and evaluates projects using animals for scientific or educational purposes. Any project or amendment to a project involving the use of animals for research or education carried out at the University of Luxembourg must be approved by the AEEC before submission for final approval by the ministers.

The AEEC has no authority over projects involving the participation of human subjects or the use of biological materials or personal data, or projects which may represent a risk for the staff, the environment or the society. The researcher is responsible to submit their project to the appropriate committee(s) (e.g. [ERP](#), [DPO](#), CNPD, CNER...)

If the project involves ethical aspects regarding both animal experimentation and a field that comes under the remit of any other committee, the AEEC shall assess the aspects related to its area of expertise. In this case, the researcher is responsible for forwarding the request to the appropriate committee for approval.

For projects involving animal experimentation at the University and an external institution, the AEEC reviews only the components conducted at the University of Luxembourg. The researcher must seek approval from the corresponding committee of the other institution.

5. It takes steps to raise awareness and offers training for the research community at the University. It promotes ethical reflection, the “3Rs” principle and the use of alternative methods to improve experimental best practices conducive to quality research.

II. Composition

The AEEC consists of various members. Certain members serve on both the AEEC full committee and the AEEC core committee. The composition of these committees is detailed below, and their respective responsibilities are set forth in Section III, “Operation.”

1. The AEEC full committee is composed of staff members belonging to the following categories:
 - a. Category A: individual(s) with veterinary qualifications and expertise in laboratory animal medicine, or experts with the required qualifications
 - b. Category B: academic and research staff
 - c. Category C: staff responsible for looking after animals
 - d. Category D: administrative, financial and technical staff.
2. The AEEC core committee is a smaller part of the committee and is composed of staff members belonging to the following categories:
 - a. Category A: individual(s) with veterinary qualifications and expertise in laboratory animal medicine, or experts with the required qualifications
 - b. Category B: academic and research staff
 - c. Category C: staff responsible for looking after animals
3. AEEC members are appointed for a renewable three-year term by the vice-rector for research on the basis

of a proposal from each dean or interdisciplinary centre director concerned.

Should a seat on the committee become vacant, the vice-rector for research shall appoint a replacement, based on a proposal from the faculty or interdisciplinary centre concerned, for the remaining duration of the term.

Based on a proposal from the AEEC, the vice-rector for research appoints a chair and a deputy chair for the committee from among its members.

The vice-rector or their representative with responsibility for research is automatically invited to attend AEEC meetings in an advisory capacity.

4. All the members of the AEEC must complete regular training in relation to their expertise and their work on the AEEC.

III. Operation

1. Any experiment involving the use of animals must be authorized by the AEEC and the ministers before conduction.

For this, the project must be submitted to the AEEC using the official forms available on the [AEEC webpage](#). The AEEC may require a modification of a request prior to the submission to the AEEC members in the event this request is not eligible for potential approval.

Once approved by the AEEC, the project is submitted by the AEEC to the ministers for final approval.

2. New projects or major amendments, or answers to major modification requests must be submitted respecting submission deadlines and are discussed by the full committee at the monthly meeting following the submission deadline. The minimum number of members to vote for a decision in such cases is at least one individual of category A, two individuals of category B, one individual of category C and one individual of the category D.

Minor amendments or answers to minor modification requests can be submitted at any moment and are reviewed by the core committee and the other members who raised comments if they requested to see the changes. The minimum number of members to vote for a decision in such cases is at least one individual of the category A to C.

In the context of a project, changes of personnel only require a review by the designated veterinarian.

3. Only formal, complete and coherent requests will be reviewed by the AEEC, which then delivers an opinion within the following ideal timeframes:

- a. New projects, major amendments or answers to major modification requests: within 3 weeks after the submission deadline.
- b. Minor amendments and answers to minor modification requests: within 3 weeks after the submission to the AEEC.
- c. Changes of personnel: within one week.

In the event of approval, the AEEC submits the request to the ministers for assessment and final authorization.

In the event of a major or minor modification request, the applicant may be able to answer the questions and modify the project according to the opinion of the AEEC.

In the event of a rejection following a failure to address any requests for changes, the applicant may contact the vice-rector for research in writing to ask for the request to be re-examined. As part of the re-examination process, the vice-rector for research may hear or ask for advice from any third party, whether individuals or organizations, that are deemed to be useful or appropriate to clarify the situation.

4. The AEEC meets on average once a month on the invitation of its chair, on the day and at the time set by the chair. The chair approves the agenda of each session. AEEC sessions are not public.

External experts may be consulted at the request of the AEEC. Researchers may also be asked to discuss questions relating to their work. All the attendees of an AEEC meeting must respect strict confidentiality.

5. Based on the simple majority of the voting members, the committee can decide either:

- to approve the project when there is no comment or when all comments have been addressed
- to request modifications that will be reviewed only by the core committee members
- to request modifications that must be reviewed by the full committee members
- to reject

6. The members of the Committee are bound to comply with the University's Code of Conduct ("the Code"), including its conflicts of interest provisions. Any conflicts of interest arising in the course of the Committee's activities shall be handled in accordance with the Code.